

Jeudi 6 avril : toujours mobilisés, le gouvernement doit et va céder !



Après deux mois d'un mouvement social exemplaire, nous étions plus de deux millions, salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, à manifester mardi 29 mars. Cette 10^{ème} journée de mobilisation **massive démontre bien la détermination de la population contre ce projet de réforme des retraites.** Les tentatives d'intimidation, de répression de la part du gouvernement n'arrivent pas à éteindre la contestation.

Le gouvernement commence à trembler et à céder...



L'utilisation du 49.3 a provoqué une très forte colère dans la population et particulièrement chez les jeunes qui ont rejoint massivement les dernières manifestations. **Macron redoute plus que tout, une convergence de la jeunesse avec le mouvement social en**

cours. Suite à la manifestation de mardi, le gouvernement abandonne (pour l'instant) la généralisation du Service National Universel, les organisations de jeunesse y étant farouchement opposées. Il a également annoncé une revalorisation des bourses étudiantes, même si cela reste encore insuffisant.

Une main tendue, vraiment ?

Avant le passage en force du 49.3, Macron avait refusé de recevoir l'intersyndicale. En début de semaine, Elisabeth Borne a proposé de « reprendre le dialogue » avec les organisations syndicales en les recevant début avril. Un signe d'ouverture ? En fait, la 1^{ère} Ministre veut bien parler de tous les sujets sauf de l'âge légal de départ à la retraite et du nombre d'années de cotisation....

Or ce que souhaitent dans une très large majorité la population et les organisations syndicales c'est l'abandon de ce projet et le gouvernement refuse toujours d'en discuter avec les syndicats ! La négociation sur les conditions de travail, sur la pénibilité, sur l'emploi des seniors aurait dû avoir lieu avant tout projet de réforme des retraites. **Il est hors de question que la réunion de l'intersyndicale avec le gouvernement porte sur ces points, sans obtenir en préalable l'abandon des 64 ans.**

Maintenir la pression

Le 14 avril, le conseil constitutionnel rendra ses avis sur le projet de réforme du gouvernement et sur le projet de Référendum d'Initiative Partagée demandé par l'intersyndicale et porté par un certain nombre de parlementaires. **D'ici là, nous devons maintenir la pression car Macron et son gouvernement sont de plus en plus isolés.** La réforme des retraites fait partie d'un plan quinquennal « Objectif plein Emploi » qui comprend la création de France Travail, les expérimentations BRSA, la réforme de l'assurance chômage, la casse des lycées professionnels... : **les faire reculer sur la réforme des retraites, c'est bien sûr ne pas nous laisser voler deux ans de notre vie, mais c'est aussi faire s'écrouler tout leur château de carte « Objectif plein emploi » !**

La légitimité est de notre côté !



Avec l'ensemble de l'intersyndicale, les organisations de jeunesse, les privés d'emploi, les retraités, **la CGT Pôle emploi appelle les agents à amplifier la contestation en étant en grève et en manifestations le jeudi avril 2023 !**

**Ensemble, le jeudi 6 avril 2023,
Oui, nous pouvons gagner et nous allons gagner !**